



Décision individuelle N° 2019-332

Pétitionnaire : Professeur Eric GILLI – Centre d'Etudes Vésubiennes AMONT

Adresse : Nantelle – 06450 SAINT-MARTIN-VESUBIE

Nature de la demande : *atteinte, prélèvement, détention, transport, emport en-dehors du cœur du Parc national d'espèces animales non domestiques, d'espèces végétales non cultivées, de minéraux, de fossiles ou d'objets du patrimoine.*

Intitulé du projet : Mission de prospection et d'inventaire des fortifications modernes en Vésubie

Localisation : Granges du Colonel, Col de Raus et Crêtes

Le directeur de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu le code de l'environnement et notamment l'article L.331-4-1

Vu le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment son article 3,

Vu le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la Charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment la modalité 2 d'application de la réglementation dans le cœur,

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment les articles 3 et 4,

Vu la décision n°2016-01 du 1er janvier 2016, donnant délégation permanente de signature au directeur-adjoint de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu l'arrêté n° 2019-203 délivré par la Direction Régionale des Affaires Culturelles en date du 14 mars 2019,

Vu la décision n°2016-01 du 1er janvier 2016, donnant délégation permanente de signature au directeur-adjoint de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Considérant la demande formulée en date du 2 juillet 2019 par le professeur Eric GILLI, directeur du Centre d'Etudes Vésubiennes,

Considérant que la demande porte sur une activité scientifique nécessaire à l'amélioration des connaissances des patrimoines culturels et historiques du cœur du parc national,

Considérant à ce titre, que la demande participe à la réalisation des missions de l'Établissement public,

DÉCIDE

Article 1 : Identité du bénéficiaire – Nature de la demande

Le professeur Eric GILLI, directeur du Centre d'Etudes Vésubiennes est autorisé à réaliser une opération de prospection-inventaire archéologique des fortifications modernes en Vésubie et à prélever du mobilier archéologique de surface.

Les lieux de prospection sont : le camp des Granges du Colonel, les différentes lignes de rupture sur les accès ouest (vallon de Grau) et est (vallon du Caïros) du col de Raus, mais aussi sur la ligne de défense qui s'étend, de manière schématique, vers les Capelets (Inférieur et Supérieur), puis en suivant la crête vers l'est menant au col du Rous.

L'équipe est composée d'une dizaine de personnes chargées d'identifier ces sites, d'en dresser un relevé spécifique et de proposer une cartographie de l'ensemble des structures concernées.

La prospection nécessite le prélèvement de mobilier au sol sans qu'il ne soit pratiqué aucune excavation. Chaque prélèvement sera l'objet d'une fiche de localisation et d'identification. Les objets prélevés sont conservés au Musée du Patrimoine de Saint-Martin, qui, depuis nos premiers travaux en 1998, a acquis la qualité de dépôt.

Article 2 : Prescriptions

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

- *Prescriptions relatives à la transmission des données d'inventaire*

2.1. Le bénéficiaire est tenu de faire parvenir au siège de l'Établissement public du Parc national du Mercantour, au plus tard un an après la fin de ses prospections un rapport relatant les objectifs, la méthodologie et les résultats de ses recherches

- *Prescription relatives aux publications scientifiques utilisant les données récoltées dans le cadre de la présente décision*

2.2. Toute publication liée au projet d'inventaire du cœur du parc national devra porter la mention suivante : « étude réalisée avec l'autorisation du directeur du Parc national du Mercantour ».

2.3. Une version numérique de toute publication liée au projet d'inventaire du cœur du parc national devra être transmise au siège de l'Établissement public du Parc national du Mercantour, dans les 2 mois suivant la date de celle-ci.

- *Prescriptions relatives au public*

2.4. Le bénéficiaire devra observer un comportement discret. Aux personnes le sollicitant en ce sens, il devra expliquer l'objectif de ses activités, et préciser qu'elles sont dûment autorisées par le directeur de l'Établissement public du Parc national du Mercantour.

- *Prescription relative à l'accès aux sites d'inventaire*

2.5. La présente décision ne vaut pas autorisation de circuler et de stationner en véhicule terrestre à moteur dans le cœur du Parc national.

En cas de besoin, le bénéficiaire sollicitera le service territorial mentionné à l'article 3 en préalable à son arrivée sur site, afin d'obtenir cette dérogation.

Article 3 : Durée

La présente autorisation est délivrée du 5 au 7 août 2019 et du 12 au 14 août 2019.

En cas de conditions météorologiques défavorables, le report de l'opération est autorisé sous réserve d'en informer le service territorial concerné, 24h00 à l'avance par courriel ou contact direct.

- Service territorial « Vésubie »

chef du S.T : LOUVET Sébastien (sebastien.louvet@mercantour-parcnational.fr)

adjoint : LURION Raphaël (raphael.lurion@mercantour-parcnational.fr)

☎ : 04.93.03.23.15

Article 4 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 5 : Autres obligations

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur.

Article 6 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 7 : Responsabilité

L'Établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité de l'activité.

Article 8 : Publication

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'Établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 12 juillet 2019



Le Directeur-adjoint
Laurent SCHEYER

Copies :

- service territorial « Vésubie »
- I. LHOMMEDET

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.